

Sommaire

Société

► **Rapport sur le développement humain en Afrique : Vers une sécurité alimentaire durable**

(p.1)

Sciences & Techniques

► **Vers un espace .med : La confiance dans la société numérique méditerranéenne**

(p.2)

Economie

► **The Future of Manufacturing: Opportunities to Drive Economic Growth**

(p.4)

► **The macroeconomic impact of labour liberalization and policies in MENA countries**

(p.5)

Environnement

► **Inclusive Green Growth: The Pathway to Sustainable Development**

(p. 6-7)

► **2052: A Global Forecast for the Next Forty Years**

(p.8)

Politique

► **Argent, pouvoir et politique : les risques de corruption en Europe**

(p.9-10)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

◆◆◆ SOCIETE

► **Rapport sur le développement humain en Afrique 2012: Vers une sécurité alimentaire durable/** Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2012

Source : www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/UNDP-Africa%20HDR-2012-EN.pdf

Tags : Société | Développement humain | Sécurité alimentaire | Afrique |

Ce rapport du PNUD sur le développement humain en Afrique, le premier en son genre, souligne que les pays du continent africain affichent, depuis quelques années, les taux de croissance les plus élevés à l'échelle mondiale, après le continent asiatique. Toutefois, en dépit de cette vigueur économique, près de 218 millions d'africains continuent de souffrir de la famine et de la malnutrition, ce qui entrave l'accélération du développement humain au niveau du continent.

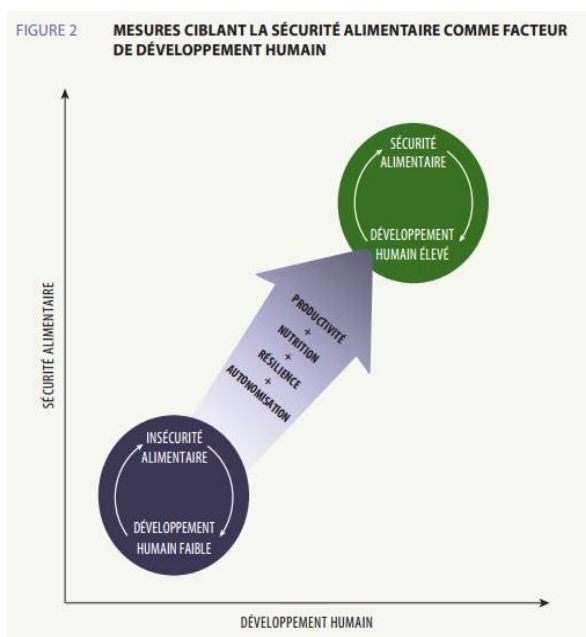
L'insécurité alimentaire en Afrique se reflète, notamment, à travers une malnutrition chronique liée à la pauvreté et au sous-développement et une urbanisation accélérée qui exacerbe la dépendance alimentaire caractérisant les métropoles et qui s'est illustrée récemment par les « émeutes de la faim » et la multiplication des famines particulièrement dues aux conflits et aux guerres.

Selon le PNUD, les tensions sur la sécurité alimentaire en Afrique s'expliquent essentiellement par la mauvaise gouvernance, les privilèges accordés aux hommes au détriment des femmes pour l'accès à la terre. En Afrique, le contrôle des terres et l'accès aux intrants et aux ressources par les femmes sont les plus réduits à l'échelle mondiale. De plus, les faibles moyens financiers alloués par les Etats africains à l'agriculture (entre 5 et 10%) sont bien en dessous de la moyenne des 20% dépensés par les pays asiatiques lors de la Révolution verte (1960-1990).

Le PNUD considère que la sécurité alimentaire est un levier de développement humain qui permet aux populations de renforcer leur résilience face aux instabilités socio-économiques. Dans ce sens, le rapport recommande aux Etats africains d'œuvrer activement en faveur du droit des populations à l'alimentation, lequel nécessite un revenu, des structures commerciales, des règles institutionnelles et une bonne gouvernance qui permettent aux populations pauvres d'acheter et de vendre des denrées alimentaires sur des marchés équitables à des prix justes. Le rapport met l'accent, également, sur la nécessité de renforcer les capacités humaines essentielles en matière de santé et d'éducation.

Enfin, le rapport identifie quatre domaines d'intervention prioritaires pour favoriser la sécurité alimentaire en Afrique. Il s'agit de :

- « l'augmentation de la productivité agricole,
- l'accroissement de l'efficacité des politiques nutritionnelles,
- le renforcement de la résilience, en particulier à travers la mise en place de programmes de protection sociale,
- l'autonomisation et la justice sociale, avec une attention particulière à accorder à la place des femmes dans le milieu rural. »



Source : PNUD, 2012



◆◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Vers un espace .med : La confiance dans la société numérique méditerranéenne/

Institut de Prospective Économique du monde Méditerranéen (IPEMED), 2012

Source:

www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1337003913_IPEMED_TIC_Espace_med_FR.pdf

Tags : Sciences & Techniques | Société du savoir | Numérique | Espace.med | Méditerranée

À travers ce rapport, l'Institut de Prospective Économique du monde Méditerranéen (IPEMED) met en relief l'importance d'une stratégie numérique globale pour les pays de la Méditerranée permettant de redonner au bassin « sa place de berceau d'échanges et de communications ».

Dans une société méditerranéenne de plus en plus « numérisée », le développement des coopérations, du e-commerce entre les deux rives de la Méditerranée nécessitent d'instaurer la confiance dans les échanges et le stockage des données électroniques mais également de garantir la sécurité des transactions.

Pour construire un espace numérique euro-méditerranéen intégré, le rapport a suggéré quelques recommandations dont notamment :

- la création d'un espace numérique partagé entre les pays du bassin méditerranéen, baptisé « espace med. », favorisant la mise en place de plateformes numériques de mutualisation des ressources informatiques (Cloud Computing). Les énergies renouvelables, le paiement électronique et la sécurité des réseaux pourraient constituer les trois domaines essentiels pour le développement dudit « Cloud méditerranéen ».



- la définition d'une charte d'usage commune à tous les pays méditerranéens et l'harmonisation des pratiques numériques par la création d'un label régional en matière de Technologies de l'Information et de Communication.
- la création d'un fonds d'investissement méditerranéen MEDTIC (partenariat public-privé) dédié au financement et la promotion de « l'espace med. ».
- La dynamisation de la production industrielle à travers le rehaussement de son contenu numérique dans les pays sud méditerranéens.
- L'atténuation du phénomène de fuites des compétences par le biais de la promotion des délocalisations industrielles vers les pays sud-méditerranéens.

Enfin, le rapport met l'accent sur l'importance du développement des activités de recherche et de formation dans le domaine des TIC, accompagné de la création d'un réseau de technopoles.



► The Future of Manufacturing: Opportunities to Drive Economic Growth/ World Economic Forum, 2012

Source:

http://www3.weforum.org/docs/WEF_MOB_FutureManufacturing_Report_2012.pdf

Tags: Economie | Industrie | Economies émergentes | Prospective|

Dans ce rapport de prospective, le Forum Economique Mondial (FEM) identifie les facteurs-clés du développement de l'industrie pour les prochaines décennies. Il recense, également, les changements encourus lors des 20 dernières années puis met en exergue les tendances qui façonneraient l'organisation du secteur industriel dans les années à venir.

Les deux dernières décennies ont été marquées par un éclatement de la chaîne de production dû à la mondialisation, aux facteurs géopolitiques, au nombre croissant des accords commerciaux, à l'informatisation et enfin, à l'amélioration des infrastructures. Cette période a connu, également, une forte délocalisation des activités des pays industrialisés vers les pays émergents qui offrent une main d'œuvre à faible coût.

Trois tendances majeures, relevées par les experts du FEM, pourraient modifier l'organisation du secteur industriel. Il s'agit notamment de l'exacerbation de la concurrence internationale, de la montée du protectionnisme et de la volatilité des taux de change.

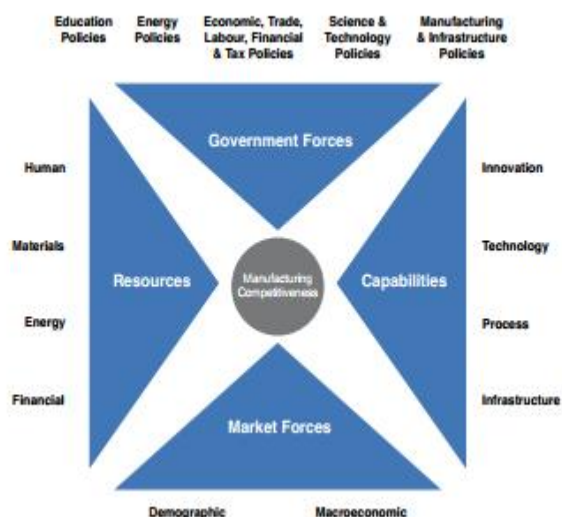
Selon le rapport, les pays émergents, accueillant aujourd'hui les activités délocalisées des économies avancées, pourraient voir le coût de leur main d'œuvre augmenter. Une hausse des salaires locaux de 19% et 34% est prévue respectivement en Chine et en Inde à l'horizon 2025.

Pour faire face à ces tendances, les entreprises des pays industriels pourraient opter pour une automatisation accrue des processus productifs, substituant ainsi le capital au travail.

En guise de conclusion, le rapport du FEM recommande le développement et la modernisation des infrastructures. Il met l'accent, également, sur la hausse de la consommation énergétique mondiale, accentuée par la forte demande d'énergie en provenance de la Chine, ce qui pourrait conduire à terme à une pénurie des ressources énergétiques d'origine fossile. Les énergies renouvelables devraient être au cœur des stratégies nationales pour pallier ce manque. Enfin, le rapport souligne que l'implication des pouvoirs publics dans le secteur industriel de demain est susceptible de développer des activités innovantes et de stimuler la croissance.



Figure 1: Global Manufacturing Competitiveness Framework



Source : WEF, 2012

► **The macroeconomic impact of labour liberalization and policies in MENA countries** / Forum Euro-méditerranéen des Instituts des Sciences Economiques (FEMISE), 2012

Source: <http://www.femise.org/PDF/ci2010/FEM34-06.pdf>

Tags : Economie | Macroéconomie | Migration | Libéralisation du travail | MENA |

Les migrations mondiales sont un phénomène séculaire qui ne cesse de s'accroître avec la mondialisation de l'économie, alimentant de ce fait une croissance continue des flux de populations.

La présente étude, élaborée par le Forum Euro-méditerranéen des Instituts des Sciences Economiques (FEMISE), analyse de manière à la fois théorique et empirique l'impact potentiel des migrations internationales sur l'économie mondiale.

L'étude a montré que le PIB mondial a connu un gain substantiel, estimé à 56 millions USD en 2011, grâce à la libéralisation du travail notamment dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord (MENA). Ce gain est dû, également, à l'accélération du phénomène migratoire

sous l'effet du printemps arabe qui s'est accompagné de flux massifs en provenance de la Tunisie et de l'Egypte, essentiellement vers l'Europe. L'étude a souligné la nécessité pour les Etats européens de recourir aux migrants originaires de la région MENA afin de combler leur déficit démographique qui pourrait s'amplifier dans les prochaines décennies.

L'étude souligne, également, que les niveaux de productivité des pays d'accueil notamment européens est fortement stimulée par cette migration et ce, même quand il s'agit d'ouvriers ou d'employés non qualifiés. Les impacts négatifs des flux migratoires constatés sur les travailleurs locaux demeurent négligeables : l'augmentation de 1% du nombre d'immigrés entraîne une diminution de salaire estimée à seulement 0,1% pour les nationaux. Sachant, qu'un employé européen gagne en termes de rémunération en moyenne quatre à huit fois plus qu'un employé ressortissant de la région MENA.

Le Maroc, à l'instar d'autres pays de la région MENA, exportateurs de main d'œuvre, bénéficie également de cette migration. Les retombées socio-économiques sont indéniables, comme en témoignent l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires des transferts de fonds, la dynamisation du marché foncier et immobilier, l'accélération du processus d'urbanisation et son effet multiplicateur sur les autres secteurs de l'économie. Toutefois, les transferts de capitaux et de connaissance ne compensent pas forcément le phénomène de fuite des cerveaux, qui pourrait à terme grever le potentiel de développement des pays.





◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Inclusive Green Growth: The Pathway to Sustainable Development/** Banque Mondiale, 2012

Source:

http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf

Tags : Environnement | Economie verte | Développement durable |

A travers ce rapport, élaboré à la veille du deuxième Sommet mondial de la Terre, Rio +20, la Banque mondiale exhorte les Etats à mettre en œuvre des stratégies de croissance verte inclusive afin de stimuler le développement durable et de surmonter les contraintes économiques, politiques et institutionnelles.

Afin d'amorcer la transition vers de nouveaux modèles de croissance compatibles avec les équilibres environnementaux, la Banque Mondiale révèle que la mise en œuvre d'une stratégie de croissance verte consiste à optimiser les synergies entre les politiques économiques et environnementales, prenant en compte la valeur du capital naturel en tant que facteur de production et de croissance.

Le recours à une croissance verte est susceptible de répondre aux défis économiques et environnementaux actuels et futurs. Elle pourrait, également, offrir de nouvelles pistes de croissance, par le biais des différents canaux à savoir : l'amélioration de la productivité, l'opportunité d'innovation, la création de nouveaux marchés par la stimulation de la demande de technologies vertes et de biens et services verts, etc.

Par ailleurs, le rapport souligne que « le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie » est tributaire d'une multitude de facteurs tels que : le

cadre d'action et le dispositif institutionnel, le niveau de développement, la dotation en ressources naturelles et l'intensité des pressions environnementales.

Néanmoins, plusieurs considérations universelles doivent être prises en compte indépendamment du contexte. Dans ce sens, la Banque Mondiale préconise une stratégie qui s'articule autour de trois axes, notamment :

- *Adapter les stratégies nationales de croissance verte aux circonstances particulières de chaque pays.*
- *Promouvoir le secteur privé et favoriser la prise de décision sur la base des principes de la durabilité.*
- *Pourvoir aux besoins de capitaux à travers des mécanismes de financement innovants.*

Le rapport note que la croissance verte doit être perçue comme un complément stratégique aux priorités et domaines existants de réforme des politiques économiques et environnementales.

Il convient de souligner que l'expérience marocaine en matière de promotion des bases de l'économie verte a été appréciée par la Banque Mondiale. Les efforts à l'œuvre notamment en matière de développement des énergies renouvelables devraient permettre au Maroc de s'ériger à terme parmi les leaders mondiaux sur le marché des énergies renouvelables.



► 2052: A Global Forecast for the Next Forty Years / Club de Rome, 2012

Source: <http://www.clubofrome.org/?p=703>

Tags : Environnement | Economie | Changement climatique | Prospective | Crise |

En 1972, le Club de Rome, groupe de réflexion international, avait publié «The limits to growth», un rapport commandité au Massachusetts Institute of Technology de Boston, qui annonçait que le progrès économique, s'il devait poursuivre sa cadence effrénée, mènerait à une catastrophe planétaire.

Quatre décennies après, le Club de Rome confirme, en publiant un second rapport intitulé : « 2052: A Global Forecast for the Next Forty Years » que l'expansion sans frein génère des risques certains pour la biosphère et pour l'Homme.

Dans ce rapport, le principal auteur, le Professeur Jorgen Randers qui avait également participé à l'élaboration du rapport de 1972, révèle que le système économique mis en place a engendré au moins cinq crises majeures, à savoir: la crise de l'emploi, la crise alimentaire, la crise financière, la crise économique et la crise écologique globale.

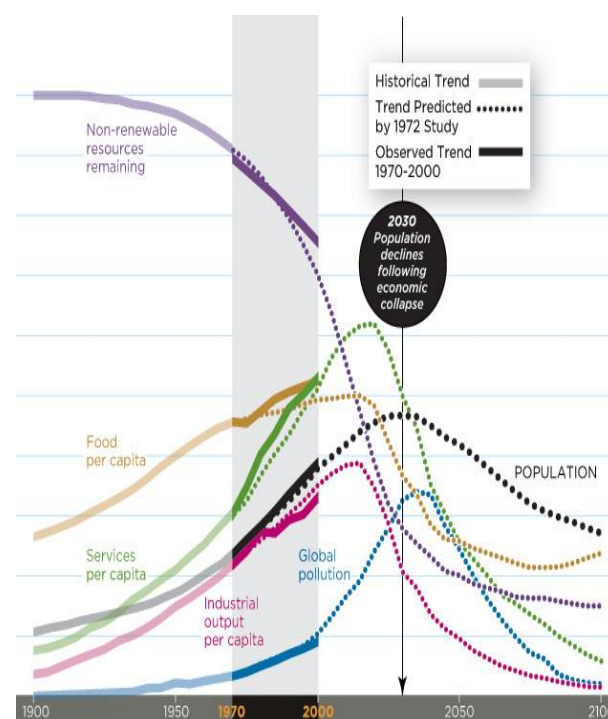
Selon le rapport, malgré le plafonnement prévu de la population mondiale à 8,1 milliards d'habitants en 2042 du fait du déclin de la fécondité dans les zones urbaines, couplé à un ralentissement de la croissance économique notamment dans les pays développés, l'absence d'une réponse politique à la problématique du changement climatique (2°C de la température mondiale moyenne d'ici 2025) ne pourrait qu'aggraver la situation.

Sur le volet économique, la consommation chinoise par habitant atteindrait au moins les deux tiers de celle des Etats-Unis en 2052, tandis que la

moyenne de la croissance économique de 14 pays émergents, dont le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, serait multipliée par trois en 40 ans.

Certes, cette croissance permettrait d'améliorer le niveau de vie des populations pauvres, mais elle ne serait pas sans conséquences sur les équilibres environnementaux de la planète. Même si cette croissance est moins forte qu'en Chine, elle suffirait à faire augmenter les émissions de gaz à effet de serre de ces pays jusqu'aux années 2040.

Contrairement aux économies émergentes, le rapport prévoit que les économies développées des Etats-Unis et de l'Europe verraient leur consommation décliner, ce qui permettrait d'atténuer partiellement les pressions sur les ressources en pétrole et en eau à l'horizon 2052.



Source : Club de Rome, 2012





► Argent, pouvoir et politique : les risques de corruption en Europe/ Transparency International, 2012

Source : http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/ti_moneypoliticspower_corruption_risksineurope_embargoed.pdf

Tags : Politique | Corruption | Système National d'Intégrité | Europe |

Dans son dernier rapport, Transparency International dresse un état des lieux des liens entre «argent, politique et pouvoir» et «les risques de corruption» qui en découlent.

Basé sur l'évaluation du Système National d'Intégrité de 25 Etats européens, indice mesurant la solidité et l'efficacité des institutions d'un pays en matière de prévention et de lutte contre la corruption, ce rapport fait partie d'une initiative anticorruption paneuropéenne soutenue par la Commission européenne.

La corruption en Europe consiste en des pratiques légales mais contraires à l'éthique, résultant de réglementations opaques des activités de lobbying et de trafic d'influence. Le rapport souligne des disparités régionales importantes entre les pays européens en termes de lutte contre la corruption. Les partis politiques, les administrations publiques et le secteur privé figurent comme les institutions les plus affectés par la corruption, menaçant les systèmes nationaux d'intégrité en Europe.

Le rapport a identifié les principaux maillons faibles caractérisant les systèmes nationaux d'intégrité des 25 pays étudiés. Il s'agit notamment de l'insuffisance de la réglementation du financement des partis politiques qui représente un risque de corruption élevé en raison des lacunes législatives et des insuffisances des mécanismes d'application, de l'opacité des activités de lobbying, du manque des

standards éthiques des Parlements et des obstacles liés à l'accès à l'information. Toutefois, le cadre légal et législatif visant à prévenir la corruption, le contrôle des dépenses publiques et les processus électoraux constituent les principaux points forts des Systèmes Nationaux d'Intégrité en Europe.

Pour améliorer les standards d'intégrité et de bonne gouvernance, Transparency International recommande aux gouvernements européens quelques pistes de réformes dont :

- l'adoption de réglementations contraignantes en matière de financement des partis politiques,
- la mise en application des codes de bonnes conduites et d'éthiques pour les parlementaires,
- la facilitation des lois relatives à l'accès à l'information,
- la levée des obstacles pratiques à l'accès à l'information,
- la mise en place de règles en matière de lobbying auprès de membres de cabinets, de ministres ou de parlementaires par le législateur et l'exécutif,
- la programmation des formations et sensibilisation aux risques de corruption au sein des entreprises.



INDEX DES TAGS

E

Énergie 2

I

Infrastructures 3

M

Maghreb 9

P

Politique 9

Printemps Arabe 9

S

Savoir 1

Sciences & Techniques 2

Sciences Sociales 1

Sécurité 9

Société 1

Stockage électrique 2

T

Transport 3

U

Union Européenne 9

